



Achat de nouveaux TGV Alstom Belfort : L'Etat choisit la fuite en avant.

Communiqué de presse :

Alors que l'Etat vient de décider de laisser à la SNCF et aux travailleurs du rail le poids de la dette du système ferroviaire, déjà largement creusé par la politique du tout TGV, il va maintenant l'aggraver en cédant au chantage à l'emploi d'une entreprise pourtant bénéficiaire.

La Fédération SUD-Rail apporte son soutien aux salariés de Belfort qui se battent pour maintenir leurs emplois sur site. Ce savoir-faire ferroviaire est le maillon essentiel d'un système ferroviaire de qualité.

La décision de faire assumer l'achat de matériel TGV neuf par la SNCF, au-delà de la question de la pertinence économique de cette stratégie, démontre aussi que la dette du système ferroviaire est bien sous le contrôle de l'Etat :

- En abandonnant à la SNCF le poids de la dette,
- En faisant supporter la facture du catastrophique « Partenariat Public /Privé » de la LGV Paris / Bordeaux (déficit d'exploitation de 200M d'Euros par an).

Le gouvernement, par le biais du PDG de la SNCF aux ordres, va une fois de plus faire payer la « note » aux travailleurs du rail !!!

Faire circuler ces rames TGV sur des lignes INTERCITES sans étudier au préalable la pertinence économique, ni les problèmes d'exploitations et d'infrastructures (longueur des quais, vitesse des lignes, charges d'entretien et de maintenance des nouveaux matériels, consommation énergétique...) que cela peut engendrer, démontre le caractère irréfléchi de cette décision.

La Fédération SUD-Rail revendique que le gouvernement tire les conséquences de cette décision et organise rapidement la reprise de la dette, à laquelle la réforme du système ferroviaire d'août 2014 n'aura finalement apporté aucune solution.

Les travailleurs du Rail ne doivent pas servir, une fois de plus, de variable d'ajustement aux décisions politiques électoralistes prises dans l'urgence !!!